

ALBATROSS

Advancing knowledge for Long-term Benefits
and Climate Adaptation through Holistic Climate
Services and Nature-based Solutions



**Promouvoir un développement résilient au
changement climatique à Madagascar.
Intégration des Solutions Fondées sur la Nature, les
Services Climatiques, l'inclusion sociale et l'égalité
des sexes, ainsi que les connaissances autochtones
et locales.
Rapport de synthèse national**



Coordonnées

Project Coordinator: University of Bologna, Italy;

- Laura Sandra Leo: laurasandra.leo@unibo.it

Authors: UNESCO

- Mary Nyasimi m.nyasimi@unesco.org
- Dora Almassy dora.almassy@gmail.com
- Joseph Muhwanga J.muhwanga@unesco.org
- Pavlova, Irina i.pavlova@unesco.org

Contributors:

- Arthur Bostvironnois, Bôndy International, arthur@bondy.earth
- Julio Duchene, UNESCO, j.duchene@unesco.org
- Christian Monja, OXFAM-SA, christian.monja@oxfam.org.za



Follow us  albatross-project.eu
@albatross_eu

Source: Ce rapport de synthèse est basé sur le livrable D6.1 d'ALBATROSS Horizon Europe: Analyse de politique de multi-niveaux (Nyasimi, Almassy, Muhwanga, et al., 2025). Pour plus d'informations et des documents l'appui, les lecteurs sont invités à consulter le rapport complet.

Acronyme (EN)	Anglais	Acronyme (FR)	Français
DRR	Disaster Risk Reduction	RRC	Réduction des risques de catastrophe
DRM	Disaster Risk Management	GRC	Gestion des risques de catastrophe
EbA	Ecosystem-based Adaptation	AfE	Adaptation fondée sur les écosystèmes
EIA	Environmental Impact Assessment	EIE	Évaluation d'impact environnemental
GFCS	Global Framework for Climate Services	CMSC	Cadre mondial pour les services climatologiques
IKLK	Indigenous Knowledge and Local Knowledge	SAL	Savoirs autochtones et locaux
IWRM	Integrated Water Resources Management	GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
MDTP	Medium Term Development Policy Framework	CPDMT	Cadre de politique de développement à moyen terme
NAP	National Adaptation Plan	PNA	Plan national d'adaptation
SfN	Nature-based Solutions	SfN	Solutions fondées sur la nature
NDC	Nationally Determined Contribution	CDN	Contribution déterminée au niveau national
SDG	Sustainable Development Goal	ODD	Objectif de développement durable
UN	United Nations	ONU	Organisation des Nations Unies
UNEA	United Nations Environment Assembly	ANUE	Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
WMO	World Meteorological Organization	OMM	Organisation météorologique mondiale
SfN			

1. Objectifs

Ce rapport de synthèse national présente les principales conclusions des analyses détaillées des politiques environnementales et climatiques de Madagascar, en mettant l'accent sur l'intégration des Solutions fondées sur la Nature (SfN), les services climatiques, les connaissances autochtones et locales, l'inclusion des genres et les thèmes transversaux connexes.

Cette note s'inscrit dans le cadre d'une analyse politique de multi-niveaux menée dans le cadre du projet de recherche ALBATROSS Horizon Europe. L'analyse vise à évaluer dans quelle mesure, et quels sont les principaux défis et options, l'intégration des Solutions fondées sur la Nature (SfN), des services climatiques, des connaissances autochtones et locales, et de l'inclusion des genres dans les politiques environnementales et climatiques de cinq pays africains : **le Ghana, le Kenya, Madagascar, l'Afrique du Sud et la Tanzanie.**

En appuyant les documents politiques nationaux et infranationaux, ainsi que les cadres régionaux pertinents, l'analyse cartographie l'étendue et la profondeur de l'intégration des politiques dans les domaines thématiques suivants :

- Approches SfN
- Services climatiques
- Approches genre et
- Savoirs autochtones et locales (SAL).

L'analyse a également permis d'identifier les lacunes politiques, les besoins critiques et les opportunités d'intensifier les SfN et l'intégration des services climatiques, des approches sensibles au genre et des connaissances locales.

Cette **note d'information sur Madagascar** donne un aperçu des conclusions nationales et présente une série de recommandations visant à faire progresser l'intégration des SfN, des services climatiques, des considérations de genre et des SAL dans les documents politiques nationaux et infranationaux.

2. Aperçu des documents politiques étudiés

L'analyse politique multi-niveaux comprenait des documents politiques transnationaux, nationaux et infranationaux relatifs à l'environnement et au climat. Dans certains documents des thématiques supplémentaires ont également été incluses afin de couvrir d'autres domaines thématiques, tels que les services météorologiques, l'intégration de la dimension de genre et des connaissances locales. Au total, 252 documents provenant des cinq pays cibles ont été inclus dans l'analyse. Pour Madagascar, 33 documents ont été analysés, comprenant des cadres politiques multisectoriels et sectoriels, des réglementations, des stratégies et des plans.

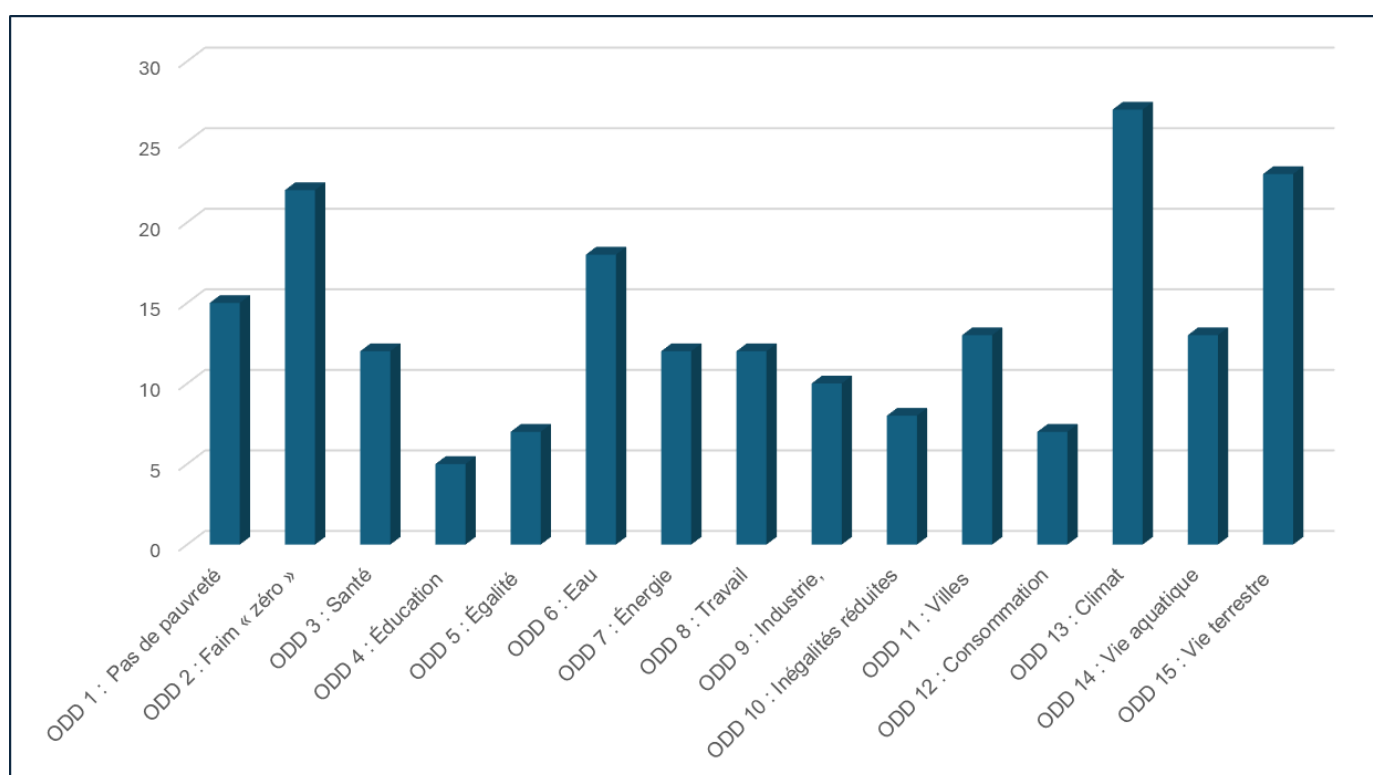
2.1. Thèmes des ODD abordés dans les documents politiques

L'ODD 13 : Action pour le climat est couvert par 82 % des documents, suivi de l'ODD 15 : Vie terrestre (70 %) et de l'ODD 6 : Eau propre et assainissement (55 %). En outre, l'ODD 14 :



Vie aquatique est également abordé dans 13 documents politiques (39 %), qui se concentrent sur la conservation des écosystèmes marins et côtiers. L'ODD 11 : Villes et communautés durables et l'ODD 7 : Énergie propre et abordable qui ne sont abordés que dans 39 % et 36 % des documents. Compte tenu de l'importance capitale du développement urbain durable et de la production d'énergie à faible émission de carbone en Afrique subsaharienne, cela indique une lacune potentielle dans les politiques. Les objectifs socio-économiques tels que l'ODD 2 : zéro Faim, l'ODD 1 : Pas de pauvreté et l'ODD 8 : Travail et croissance économique figurent respectivement dans 67 %, 45 % et 36 % des documents politiques examinés. Une proportion plus faible de documents politiques, soit respectivement 21 % et 15 %, intègrent des thématiques liées à l'ODD 5 : Égalité entre les sexes et à l'ODD 4 : Éducation de qualité.

Figure 1 : Répartition des thèmes des ODD dans les documents politiques étudiés à Madagascar



Source : Calculs basés sur l'analyse politique de multi-niveaux pour le livrable 6.1.

2.2. Risques climatiques identifiés et pris en compte dans les politiques environnementales et climatiques

Les documents politiques examinés à Madagascar ont identifié un large éventail de risques climatiques :

- **Inondations** : parmi les risques les plus fréquemment abordés, les inondations constituent une préoccupation majeure, 58 % des politiques analysées intégrant des considérations pertinentes. Les types spécifiques d'inondations mentionnés comprennent les crues soudaines (12 %), les inondations côtières (12 %), les inondations urbaines (pluviales) (6 %) et les inondations fluviales (3 %).



- **Sécheresses** : la sécheresse est une préoccupation climatique majeure abordée dans 52 % des politiques examinées. En ce qui concerne la pénurie d'eau, les documents politiques traitent de la sécheresse agricole (9 %), qui entraîne une humidité insuffisante des sols pour soutenir la croissance des cultures et une baisse des rendements.
- **Érosion des sols et dégradation des terres** : le troisième risque climatique le plus fréquent reconnu est l'érosion des sols, mentionnée dans 39 % des politiques. De nombreux documents politiques ont établi un lien entre ces problèmes et les pratiques d'utilisation des terres non durables et la déforestation.
- **Érosion côtière** : plusieurs politiques examinées (24 %) ont souligné l'érosion côtière comme un risque important, souvent lié à l'élévation du niveau de la mer et aux modifications du trait de côte induites par l'homme.
- **Parmi les autres risques** notables figurent les feux de forêt (24 %), les incendies de forêt (21 %) et les glissements de terrain (21 %). En outre, certaines politiques ont également souligné la vulnérabilité à l'intrusion d'eau de mer (9 %) et aux phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les vents violents (33 %) et les vagues de chaleur (6 %).

3. Intégration des solutions fondées sur la nature (SfN) dans les politiques environnementales et climatiques

La section suivante donne un aperçu des tendances, des lacunes, des besoins et des possibilités d'intégration des SfN identifiés dans les documents politiques étudiés à Madagascar.

Selon les **définitions internationales reconnues**, les SfN intègrent diverses approches telles que la gestion des écosystèmes, la gestion durable des forêts et de l'eau, l'agroécologie et l'agro biodiversité, l'agriculture durable, la régénération des écosystèmes urbains et le développement d'infrastructures vertes et bleues. Ces approches sont mises en œuvre à travers diverses actions, telles que le reboisement et la conservation des forêts, la protection des côtes et des milieux marins, la conservation et la restauration des eaux douces et des zones humides, la gestion des bassins fluviaux et des plaines inondables, les mesures de lutte contre l'érosion, l'agriculture régénérative et résiliente et la gestion des pâturages, ainsi que les mesures de verdissement urbain et les solutions hybrides d'infrastructures bleues/vertes/grises.

Parmi les **documents politiques examinés pour Madagascar**, environ **70 % contenaient des mesures et des actions SFN**. Le niveau d'intégration des SfN dans ces documents a été évalué selon la classification suivante :

- **Élevé** : les approches SfN sont largement intégrées dans l'ensemble du document, avec une intégration directe dans les objectifs stratégiques et les mécanismes de mise en œuvre. Le document peut également positionner explicitement les SfN comme un élément central de l'adaptation au changement climatique et de la gestion environnementale.
- **Moyen-élevé** : les approches SfN sont bien intégrées dans le document d'orientation et soutenues par des mesures politiques spécifiques, mais elles souffrent d'un manque de coordination intersectorielle et d'alignement avec des objectifs politiques plus larges, tels que la santé, l'éducation ou la résilience économique.
- **Moyen** : les approches SfN sont mentionnées dans plusieurs sections du document. Cependant, elles restent fragmentées ou limitées à des principes généraux sans mesures de mise en œuvre détaillées.

- **Limité** : le document d'orientation comprend quelques mesures SfN, mais celles-ci ont une portée limitée et manquent de détails.

3.1. Politiques, stratégies et plans multisectoriels de haut niveau

Les approches SfN ont été intégrées dans les stratégies nationales de développement plus larges des cinq pays africains étudiés. La plupart des documents politiques multisectoriels de haut niveau examinés, tels que les plans nationaux de développement, les cadres d'aménagement du territoire et d'autres documents stratégiques à long terme guidant le développement durable, comprenaient certains aspects pertinents des SFN.

Un aperçu des documents politiques multisectoriels de haut niveau identifiés qui intègrent les approches SFN à Madagascar est présenté ci-dessous.

Tableau 1 : Documents politiques multisectoriels de haut niveau à Madagascar, y compris les approches et considérations SfN

Nom du document politique	Intégration de SfN	Références spécifiques
Plan Emergence Madagascar, 2019	Moyenne	Conserver, restaurer et améliorer la biodiversité de Madagascar. Renforcer la protection des zones protégées. Intensifier les efforts de reboisement avec des plantes médicinales, des bois précieux et du bois d'œuvre industriel. Promouvoir la gestion durable des mangroves. Développer et renforcer le réseau malgache de zones marines protégées. Gérer de manière durable les zones de conservation.
Politique Générale de l'Etat / IEM 2019-2023, Madagascar ¹	Moyenne	Entreprendre le reboisement et restaurer les ressources forestières. Promouvoir l'écotourisme et la gestion durable des forêts et des écosystèmes marins. Intensifier la restauration des sols et des bassins versants et renforcer les initiatives en faveur de l'économie bleue.

Issues des politiques nationales de développement, certaines mesures SfN ont également été identifiées dans les plans de développement locaux et régionaux des pays étudiés.

Tableau 2 : Plans de développement locaux et régionaux incluant des approches et des considérations SfN

Nom du document politique	Intégration de SFN	Références spécifiques
Plan régional de développement (PRD) de la région Atsinanana (2020-2023), Madagascar ²	Moyenne	Préserver et restaurer les forêts. Intensifier les efforts annuels de reboisement. Cultiver le bambou à grande échelle pour lutter contre l'érosion et générer des crédits carbone. Renforcer la protection des sites naturels. Créer de nouveaux sites d'écotourisme.

¹ Au moment de cette revue, la Politique Générale de l'État (PGE) 2024–2028 de Madagascar n'était pas disponible publiquement. Par conséquent, l'analyse s'est fondée sur la version 2019–2023.

² Aucune information publiquement accessible ne permettait de confirmer l'élaboration ou la publication d'un Plan Régional de Développement (PRD) actualisé pour la région Atsinanana couvrant la période postérieure à 2023 ; ces éléments n'ont donc pas été inclus dans la revue.

3.2. Réglementations, stratégies et plans climatiques

Les pays africains examinés ont explicitement intégré les SfN dans leurs engagements **internationaux en matière de climat** dans le cadre de l'accord de Paris. La deuxième Contribution Déterminée au Niveau national (CDN, 2024) de Madagascar visait à *introduire des efforts de reboisement à grande échelle avec des espèces indigènes, des plantations des mangroves comme contribution la plus significative à l'atténuation*, et comprenait également des mesures d'adaptation fondées sur les écosystèmes (Ecosystem based Adaptation) dans les domaines de l'agriculture, de la gestion de l'eau et des côtes, de la foresterie et de la biodiversité afin de réduire les risques et les vulnérabilités liés au climat.

Des considérations spécifiques relatives aux solutions fondées sur la nature ont également été identifiées de manière plus exhaustive dans le Plan national d'adaptation au changement climatique (2021), comme présenté ci-dessous.

Tableau 3 : Politiques, stratégies et plans en matière de changement climatique à Madagascar, y compris les approches et considérations relatives aux solutions fondées sur la nature (SfN)

Nom du document politique	Intégration de SfN	Références spécifiques
Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (2021), Madagascar	Elevé	Conservation et agriculture intelligente face au climat; gestion des bassins versants pour réduire l'érosion des sols et améliorer le stockage de l'eau ; protection des zones humides; corridors forestiers, protection des refuges climatiques; restauration des forêts riveraines; programmes de restauration des écosystèmes; expansion des zones marines protégées; programme national de restauration des mangroves; mesures de lutte contre l'érosion basées sur la nature; restauration de la végétation côtière.

La Politique nationale de lutte contre le changement climatique (2008, révisée en 2021) ne tient compte que de manière limitée des SfN, avec des mesures axées sur les pratiques agricoles moderne face au climat. De même, la Stratégie nationale du genre et du changement climatique (2023) ne reflète que partiellement les approches SfN en ne soulignant que brièvement l'importance de la participation active des femmes à la transition écologique, notamment dans la gestion des ressources forestières et la promotion d'une agriculture intelligente face au climat.

3.3. Réglementations, stratégies et plans environnementaux

L'analyse des politiques a également évalué les documents de politique sectorielle axés sur la protection de la biodiversité, la gestion forestière, la gestion des ressources en eau, côtières et agricole. En se concentrant sur différents écosystèmes, tels que les forêts, les zones d'eau douce et côtières, les pâturages et les zones agricoles et urbaines, divers types d'actions de gestion, de conservation et de restauration ont été identifiés dans les documents examinés.

Le tableau ci-dessous montre les principaux documents de politique environnementale présentant un niveau élevé d'intégration des SfN à Madagascar.

Tableau 4 : Documents de politique environnementale à Madagascar, y compris les approches et considérations relatives aux SfN

Nom du document politique	Intégration de SfN	Références spécifiques
Loi n°2015-003 portant Charte de l'Environnement Malagasy actualisée, Madagascar	Moyennement élevé	Restaurer les habitats écologiques dégradés ; conserver les ressources génétiques in situ et ex situ; empêcher la conversion des forêts en terres agricoles; contrôler l'érosion des sols et gérer les bassins versants; reboiser; promouvoir la conservation des zones protégées existantes et futures; promouvoir une gestion intégrée et durable des ressources en eau; renforcer et améliorer la gestion communautaire;
Politique Forestière de Madagascar (2016)	Moyennement élevé	Restauration des paysages forestiers, y compris les forêts dégradées, les mangroves et les paysages agroforestiers ; lutte contre la déforestation grâce à un meilleur contrôle de l'exploitation ; délimitation des terres agropastorales à restaurer; gestion des incendies de forêt.
Directives Nationales Synthétisées des Actions de Reboisement (2020), Madagascar	Moyenne	Engagement à restaurer 4 millions d'hectares de paysages forestiers d'ici 2030 ; recours au reboisement pour lutter contre l'érosion.
Stratégie nationale sur la restauration des paysages forestiers et des infrastructures vertes à Madagascar (2017)	Moyennement élevé	Restauration des paysages forestiers pour améliorer les services écosystémiques ; engagement des parties prenantes en faveur de la résilience; planification intégrée de l'utilisation des terres; développement d'outils de planification pour la durabilité écologique.
Stratégie Nationale REDD+ Madagascar (2018)	Moyennement élevé	Pratiques agricoles durables ; réduction des émissions dues à la dégradation des forêts; renforcement des zones protégées; gestion durable des forêts; intégration du programme REDD+ dans l'aménagement du territoire; reboisement privé et communautaire; prévention et contrôle des feux de brousse; conservation de la biodiversité.
Stratégie et Plans d'Actions Nationaux pour la Biodiversité 2015 – 2025, Madagascar	Élevé	Intégrer la biodiversité dans la planification socio-économique ; réduire la dégradation et la fragmentation des habitats ; promouvoir des pratiques agricoles, forestières et aquacoles durables; protéger les écosystèmes marins et d'eau douce essentiels.
Lettre de Politique Bleue (2015)	Moyenne	Préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques sensibles ; gestion intégrée des mangroves, des lacs, des zones de reproduction et des récifs. Activités de reboisement dans les zones situées derrière les mangroves.
Stratégie Régionale d'Approvisionnement en Bois Énergie, Région Menabe (2018)	Moyenne	Promouvoir la gestion durable des forêts et le reboisement ; identifier et réglementer les zones d'exploitation énergétique du bois, à l'exclusion des zones protégées et sensibles; promouvoir le reboisement à des fins énergétiques avec la participation des communautés.

3.4. Tendances identifiées dans les approches et les actions SfN

L'analyse quantitative des modèles d'intégration des SfN identifiés dans les documents politiques révèle des priorités variables selon les écosystèmes et les domaines thématiques. En ce qui concerne les documents politiques examinés à Madagascar, les tendances suivantes peuvent être identifiées :

- **Écosystèmes couverts** : les documents politiques étudiés accordent une importance plus significative aux forêts (55 %) et aux ressources en eau douce (48 %), aux zones agricoles



(48 %) et aux écosystèmes côtiers et marins (45 %). Les zones urbaines (12 %) et les écosystèmes montagneux (9 %) étaient pris en compte dans moins de documents.

- **Tendances identifiées dans les approches et les actions SfN**: les documents politiques ont intégré de multiples actions SfN, notamment des activités de reboisement et de gestion durable des forêts (58 %), la conservation des zones côtières et marines (39 %), des mesures de lutte contre la désertification, la dégradation des terres et l'érosion des sols (39 %) et la protection des ressources en eau douce (30 %). Le développement d'infrastructures urbaines vertes et bleues (6 %) était moins fréquemment inclus.
- **Niveau d'intégration des SfN** : 24 % des politiques ont intégré les approches SFN de manière plus complète. 48 % ont intégré les SFN à un niveau moyen en incluant certaines mesures pertinentes, mais en se concentrant principalement sur des écosystèmes et des activités spécifiques.

3.5. Recommandations pour l'intégration des SfN

Intégration des SfN dans les politiques multisectorielles de haut niveau : le Plan d'Emergence de Madagascar (2019) et la Politique Générale de l'Etat / IEM (2019-2023) comprennent tous les deux des activités qui s'alignent sur le concept des SfN/EbA. Cependant, tous les écosystèmes ne sont pas pris en compte. La Politique Générale de l'Etat reconnaît la nécessité de rétablir l'équilibre écologique en restaurant les forêts et les bassins versants et en protégeant les zones naturelles, mais elle manque principalement d'interventions spécifiques aux niveaux écosystémiques.

De même, si le Plan d'Emergence de Madagascar met l'accent sur la restauration des paysages, il n'intègre pas la gestion des ressources en eau douce, la conservation des zones humides et les stratégies SfN urbaines. Au niveau infranational, le Plan régional de développement (PRD) de la région d'Atsinanana contient certaines initiatives de reboisement, mais manque d'une approche intégrée de la résilience basée sur les écosystèmes. Soutenant la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique, la Stratégie et les Plans d'Actions Nationaux pour la Biodiversité 2015-2025 intègrent de manière exhaustive des approches écosystémiques pour la conservation de la biodiversité et la gestion de l'utilisation des terres, y compris l'agriculture, l'aquaculture et la sylviculture. Ces documents peuvent fournir une base solide pour intégrer systématiquement les mesures SfN dans les politiques sectorielles et infranationales.

Renforcer l'intégration des SfN et EbA dans les politiques environnementales et sectorielles clés : Madagascar dispose de plusieurs politiques sectorielles traitant de la protection de l'environnement et du changement climatique. Certaines, telles que le Plan national d'adaptation au changement climatique (2021) ou la Politique forestière de Madagascar (2017), intègrent déjà de manière assez complète les approches SfN. D'autres politiques sectorielles pourraient bénéficier d'une intégration plus complète des SfN et des EbA. La Politique nationale de l'environnement pour le développement durable (2015) fixe des objectifs environnementaux généraux en matière de conservation des écosystèmes, mais ne prévoit pas de mesures spécifiques de mise en œuvre des SfN concernant leur gestion active et leur restauration. La Politique nationale de lutte contre le changement climatique (2008, révisée en 2021) manque de liens avec les EbA et pourrait être complétée par des mesures SFN afin de soutenir le renforcement de la résilience. La Lettre de politique bleue (2015)

promeut la gestion intégrée des zones côtières, mais pourrait définir des stratégies SfN concrètes pour améliorer la résilience côtière.

Renforcement du cadre législatif pour les SfN : De nombreuses lois évaluées comprennent des dispositions relatives à la protection de l'environnement, mais les références explicites aux SfN restent largement absentes. La loi n°2015-003 portant sur la Charte de l'Environnement Malagasy comprend plusieurs approches écosystémiques pertinentes, mais pourrait être mise à jour afin de positionner explicitement les SfN comme une approche intersectorielle pour la gestion des terres, la conservation de la biodiversité et la restauration des écosystèmes. Des considérations systématiques pourraient également être introduites dans d'autres législations. Par exemple, la loi n°2020-003 sur l'agriculture biologique à Madagascar encourage l'agriculture biologique, mais ne lie pas les activités à des pratiques de conservation et de résilience climatique. La loi n° 2014-042, Remise en état, la gestion, l'entretien, la préservation et la police des réseaux hydro-agricoles, reconnaît l'importance de la protection de l'environnement, mais elle ne prévoit pas de mesures spécifiques et concrètes pour restaurer ou gérer les bassins versants. Le décret n° 2025-080 fixant les règles et procédures de l'évaluation environnementale et sociale exige que les projets d'infrastructure et de développement évitent les écosystèmes et appliquent des mesures compensatoires. Cependant, le décret pourrait être étendu pour imposer la prise en compte des EbA/SfN dans le cadre des projets d'infrastructure et de développement.

Intégration des SfN dans le plan d'urbanisme : l'intégration des SfN dans l'urbanisme fait l'objet d'une attention limitée dans les documents examinés. La Politique nationale de l'aménagement du territoire aborde la protection et la valorisation des espaces naturels ainsi que l'amélioration de la qualité des paysages dans les villes et les villages, mais l'intégration des approches SfN permettraient de disposer d'un cadre plus systématique pour développer des paysages urbains résilients et durables. L'Approche méthodologique pour l'élaboration d'un Schéma d'Aménagement Communal (2019) mentionne le reboisement et la gestion des bassins versants, mais pourrait exiger l'intégration des approches écosystémiques dans la planification du développement local et explorer les liens entre les SfN et la résilience climatique des zones urbaines. Le Programme stratégique pour la résilience climatique comprend des considérations pertinentes à cet égard et pourrait servir de base à l'élaboration de nouvelles politiques.

Mise en place de stratégies et de mécanismes de financement pour les SfN : la plupart des politiques et stratégies, même si elles incluent les SfN ou les EbA comme mesures stratégiques, n'allouent pas de budgets spécifiques à la mise en œuvre de ces activités et ne disposent pas de mécanismes financiers clairs pour soutenir leur mise en œuvre à grande échelle. La création d'un flux de financement dédié peut mobiliser des ressources pour des investissements à grande échelle dans les SfN. En outre, la prise en compte d'instruments et de mécanismes financiers innovants, tels que les obligations thématiques, les crédits de biodiversité, les crédits carbone, les garanties ou le paiement des services écosystémiques, pourrait inciter le secteur privé/les entreprises à investir dans les SfN.

Cadres de suivi : la mise en place d'indicateurs et d'objectifs spécifiques aux SfN, ainsi que de mécanismes de suivi et de reporting, peut aider à suivre les progrès, à évaluer les multiples avantages connexes, à soutenir la participation des parties prenantes et à faciliter les

ajustements politiques fondés sur des données probantes. Le renforcement du suivi, de la recherche et de la collecte de données peut éclairer la prise de décision fondée sur des données probantes ; par exemple, l'analyse coûts-avantages peut démontrer l'efficacité des SfN.

4. Services climatiques fournis dans le cadre des politiques

Le Cadre mondial pour les services climatiques (CMSC) de l'OMM définit les services climatiques comme « la fourniture et l'utilisation de données, d'informations et de connaissances climatiques pour faciliter la prise de décision », dont les éléments clés comprennent l'observation et la surveillance, la recherche, la modélisation et la prévision, les systèmes d'information sur les services climatiques, l'engagement entre utilisateurs et fournisseurs, et le renforcement des capacités. À ce titre, les services climatiques peuvent jouer un rôle essentiel dans la gestion des risques climatiques, la planification de l'adaptation et la prise de décision fondée sur des données probantes dans divers secteurs, notamment la gestion des risques de catastrophe, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau, la santé et l'énergie.

L'analyse a révélé que moins de la moitié (48 %) des documents politiques examinés à Madagascar tiennent compte des services climatiques. Le niveau d'intégration des services climatiques a été évalué selon la classification suivante :

- **Élevé** : les services climatiques occupent une place prépondérante dans l'ensemble du document et sont clairement intégrés dans les objectifs stratégiques et les cadres de mise en œuvre. Le document peut également positionner les services climatiques comme étant au cœur de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des risques.
- **Moyen-élevé** : les services climatiques sont bien intégrés et soutenus par des mesures politiques spécifiques, mais la coordination intersectorielle ou l'alignement avec des domaines politiques plus larges tels que la santé, l'agriculture ou la planification économique sont limités.
- **Moyen** : les services climatiques sont mentionnés dans plusieurs sections, mais leur traitement est souvent fragmenté ou limité à des principes généraux sans stratégies de mise en œuvre détaillées.
- **Limité** : les services climatiques sont mentionnés occasionnellement, avec une portée minimale et un manque de détails en termes d'opérationnalisation ou de soutien institutionnel.

4.1. Politiques, stratégies et plans multisectoriels de haut niveau

L'intégration des services climatiques dans les cadres de haut niveau et multisectoriels à Madagascar est limitée. Le Plan d'Emergence de Madagascar (2019) vise à élaborer des plans d'urgence multirisques, à institutionnaliser la gestion des risques de catastrophe, à mettre en place des systèmes d'information sur les risques et à renforcer la résilience des communautés face aux risques climatiques. La Politique Générale de l'Etat (2019-2023) ne mentionne pas clairement les services climatiques ; elle prévoit uniquement un suivi général de leurs mises en œuvre. De même, au niveau infranational, le dernier Plan régional de développement de la région Atsinanana (2020-2023) disponible ne contient aucune exigence

concernant le développement et l'utilisation des services climatiques, il mentionne seulement la nécessité d'élaborer une stratégie de gestion des risques de catastrophe.

4.2. Politiques, stratégies et plans climatiques

La deuxième CDN de Madagascar (2024) vise à renforcer les systèmes d'alerte précoce pour les cyclones, les sécheresses et l'agriculture; à élaborer des normes d'infrastructure résilientes au climat ; à améliorer la recherche sur le climat et la santé ; à mettre en place une surveillance de la salinisation, des ravageurs et des maladies liées au climat ; et à renforcer les capacités institutionnelles en matière d'éducation publique, d'accès à l'information et de participation des parties prenantes.

La majorité des documents relatifs à la politique climatique de Madagascar intègrent également les services climatiques. Les objectifs et les mesures identifiés se concentrent principalement sur les données climatiques, les systèmes de surveillance et d'alerte précoce et, dans certains cas, sur l'amélioration de la prise de décision fondée sur des données probantes.

Tableau 5: Documents relatifs à la politique climatique à Madagascar intégrant les services climatiques

Nom du document politique	Intégration des services climatiques	Références spécifiques
Politique Nationale de la Lutte contre le Changement Climatique (2008, revised en 2021)	Moyennement élevé	Évaluer les risques et les vulnérabilités climatiques à l'aide de connaissances scientifiques, traditionnelles et locales; renforcer les systèmes d'alerte précoce en tenant compte des impacts différenciés; évaluer et renforcer les besoins en matière de renforcement des capacités pour les connaissances climatiques, la technologie, l'éducation, la formation et la transparence de l'information; renforcer les capacités institutionnelles pour la surveillance du climat.
Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (2021), Madagascar	Élevé	Développer des bases de données sur la vulnérabilité climatique et l'adaptation au changement climatique; mener des recherches et promouvoir une agriculture adaptée au climat; surveiller les impacts climatiques sur les écosystèmes marins; installer des stations d'observation du niveau des rivières pour la gestion des inondations; réaliser des évaluations de la vulnérabilité climatique urbaine; mettre en place des systèmes de surveillance des risques urbains; mettre en œuvre des systèmes d'alerte précoce et des plans d'urgence dans les villes; intégrer la planification de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique; mettre en place des systèmes d'alerte précoce multirisques avec des données en temps réel.
Stratégie Nationale du Genre et Changement Climatique, Madagascar	Moyenne	Impliquer les femmes dans les systèmes d'alerte précoce et promouvoir les connaissances traditionnelles pour la prévision climatique.
Plan National d'Adaptation du Secteur Santé au Changement Climatique (PNASS), 2016, Madagascar	Élevé	Évaluer les risques sanitaires liés au climat; mettre en place des systèmes intégrés de surveillance et d'alerte précoce; renforcer la surveillance épidémiologique à l'aide des nouvelles technologies; cartographier les vulnérabilités sanitaires liées au climat; intégrer et diffuser les données sur le climat et la santé; promouvoir la recherche en biométéorologie.
Politique Nationale de la Météorologie (PNM), Madagascar	Élevé	Promouvoir l'intégration des informations météorologiques dans la planification et la prise de décision. Améliorer les observations et les prévisions météorologiques, climatiques et hydrologiques. Renforcer la diffusion et l'accès du public à des informations climatiques fiables.

4.3. Politiques, stratégies et plans environnementaux

Certaines politiques sectorielles de Madagascar, principalement axées sur l'agriculture et la réduction des risques de catastrophe, comprennent également des activités pertinentes. Voir le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Documents de politique environnementale à Madagascar intégrant les services climatiques

Nom du document politique	Intégration des services climatiques	Références spécifiques
Stratégie et Plans d'Actions Nationaux pour la Biodiversité 2015 - 2025	Moyenne	Études sur les meilleures pratiques en matière de gestion des écosystèmes avec des programmes d'adaptation et d'atténuation; publication régulière de fiches d'information sur le changement climatique; étude et diffusion de méthodes et d'outils améliorés pour l'adaptation au changement climatique fondée sur les écosystèmes.
Lettre de Politique Intersectorielle Agriculture, Elevage et Pêche (2015), Madagascar	Moyenne	Renforcement de la résilience des populations vulnérables; protection contre les risques et les dangers; extension du système d'alerte précoce; adaptation des infrastructures agricoles aux perturbations climatiques et aux événements extrêmes.
Stratégie de Mise en Œuvre de la Transparence de l'Accord de Paris du Secteur Agriculture, Élevage et Pêche (2021), Madagascar	Moyennement élevé	Développement des outils nécessaires à la capitalisation des données et à l'amélioration du système de gestion des données. Gestion des connaissances et comptabilisation des actions climatiques liées à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche. Développement d'un système de suivi des actions d'atténuation et d'adaptation dans le secteur agricole.
Plan Directeur de la Recherche sur l'Environnement et le Changement Climatique 2015-2019, Madagascar	Moyennement élevé	Améliorer la surveillance du climat, la disponibilité des données et les projections; soutenir les structures de gestion des risques et des catastrophes grâce à des données climatiques actualisées; coordonner la gestion des données relatives au changement climatique entre les différents secteurs; renforcer les capacités institutionnelles en matière de recherche climatique et de gestion des données.
Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes (2016), Madagascar	Moyennement élevé	Renforcer les capacités institutionnelles à tous les niveaux pour la réduction des risques et l'adaptation au changement climatique. Sensibiliser davantage le public aux risques et améliorer la communication. Développer des programmes de formation sur la gestion des risques multiples. Améliorer la collecte de données, la surveillance et les systèmes d'alerte précoce. Promouvoir l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans l'éducation et la recherche. Faciliter l'interprétation des données scientifiques sur le climat pour la prise de décision.

4.4. Tendances identifiées en matière d'intégration des services climatiques

L'analyse des politiques a permis d'identifier les tendances suivantes concernant l'intégration des services climatiques dans les documents politiques examinés.

- **Types de services climatiques intégrés** : les observations climatiques, la collecte et le suivi de données (36 %), la recherche et la modélisation climatiques (42 %) et la mise en place de systèmes d'information sur les services climatiques (42 %) sont les éléments les plus fréquemment inclus dans les politiques. Les politiques accordent également davantage d'importance à l'aide de la décision (45 %), mais les activités visant à renforcer la résilience afin d'améliorer les capacités d'adaptation sont moins fréquentes (30 %).
- **Secteurs concernés par les services climatiques** : la réduction des risques de catastrophe (27 %), l'agriculture et la sécurité alimentaire (21 %) et l'eau (18 %) sont les secteurs les plus ciblés. Dans l'ensemble, l'accent sectoriel est moins marqué et de nombreux documents ne fournissent que des dispositions générales.
- **Niveau d'intégration** : un quart des politiques affichent un niveau d'intégration plus élevé des services climatiques. 20 % supplémentaires affichent un niveau d'intégration modéré. Environ 50 % ne tiennent pas compte des services climatiques.

4.5. Recommandations pour l'intégration des services climatiques

Renforcer l'intégration des services climatiques dans les cadres politiques nationaux et sectoriels: le Plan d'Emergence de Madagascar comprend des objectifs en matière de prévention et de gestion des risques et des catastrophes, tandis que la Politique nationale de la météorologie (PNM) et la Politique nationale de la lutte contre le changement climatique (PNLCC) contiennent des dispositions exhaustives relatives à la collecte et à l'utilisation des informations météorologiques et climatiques. Dans le même temps, plusieurs politiques environnementales n'établissent pas de liens entre la surveillance environnementale et les informations climatiques. Il s'agit notamment de la Politique nationale de l'environnement pour le développement durable (2015), de la Politique forestière de Madagascar (2017) ou de la Lettre de politique bleue (2015). Au niveau infranational, le Plan régional de développement de la région Atsinanana (2020-2023) devrait également intégrer des considérations relatives à la collecte et à l'évaluation des informations climatiques et à leur intégration dans les processus de planification et de prise de décision.

Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des données climatiques : bien que certaines politiques prévoient la collecte de données climatiques, ces processus ne sont pas intégrés dans les politiques sectorielles au sein d'un système d'information climatique qui consolide et diffuse les données climatiques dans tous les secteurs. La Politique nationale de l'environnement pour le développement durable (2015) ou la Politique nationale de lutte contre le changement climatique (2021) pourraient soutenir la mise en place d'un système centralisé de données climatiques et garantir l'intégration systématique des données et informations climatiques dans la planification et la gestion environnementales. Les lois environnementales, telles que la loi n° 2015-003 portant Charte de l'Environnement Malagasy, la loi n° 2015-031 relative à la Politique nationale de gestion des risques et des catastrophes ou le décret n°

2025-080 fixant les règles et procédures de l'évaluation environnementale et sociale, pourraient rendre obligatoire l'intégration des aspects climatiques dans la collecte de données, la surveillance et l'évaluation environnementale.

Développer les systèmes d'alerte précoce : de nombreuses politiques prévoient des dispositions relatives aux systèmes d'alerte précoce, mais celles-ci se limitent souvent à la réduction des risques de catastrophe. Or, les politiques devraient promouvoir des systèmes d'alerte précoce multirisques qui tiennent compte de divers risques climatiques (sécheresses, inondations, vagues, érosion côtière). Par exemple, la Stratégie nationale de gestion des risques (2016) pourrait intégrer des approches d'alerte précoce multirisques et étendre ses activités à d'autres secteurs, par exemple les prévisions agricoles liées à la sécheresse ou les évaluations de la vulnérabilité climatique et sanitaire. L'adoption locale de systèmes d'alerte précoce devrait également être assurée, en particulier pour les petits agriculteurs, les communautés côtières vulnérables et les établissements urbains. Par exemple, l'Approche Méthodologique pour l'élaboration d'un Schéma d'Aménagement Communal (2019) pourrait exiger la mise en place de systèmes d'alerte précoce locaux multirisques et spécifiques à chaque secteur afin de garantir que les informations sur les risques climatiques soient disponibles et accessibles au niveau local.

Utiliser les services climatiques pour faciliter la prise de décision et renforcer les capacités : les services d'information climatique ont un potentiel considérable pour faciliter les processus décisionnels et renforcer la résilience des communautés face aux aléas climatiques. En conséquence, les politiques devraient garantir que les informations climatiques soient systématiquement utilisées à ces fins. Par exemple, si la Politique nationale de la météorologie (2022) et la Politique nationale de lutte contre le changement climatique (2021) encouragent déjà la collecte, la prévision et la diffusion de données climatiques, leur champ d'application pourrait être élargi afin d'examiner comment les informations collectées peuvent être intégrées dans les processus de planification et de prise de décision. Afin de soutenir le renforcement des capacités en matière d'utilisation des informations climatiques, des centres de formation infranationaux destinés aux collectivités locales et des programmes de sensibilisation au climat et de renforcement des capacités spécifiques à certains secteurs pourraient être mis en place pour les entreprises et les communautés.

5. **Approches sensibles au genre dans les documents politiques** Les approches sensibles au genre et fondées sur l'équité sont de plus en plus reconnues comme essentielles à l'efficacité des stratégies d'adaptation au changement climatique. Ces approches peuvent réduire considérablement la vulnérabilité dans des secteurs critiques en Afrique, tels que l'eau, la santé, les systèmes alimentaires et les moyens de subsistance.

La majorité des documents politiques étudiée à Madagascar intègre des considérations d'inclusion sociale, bien que bon nombre des documents examinés ne couvrent pas tous les besoins pertinents. En ce qui concerne l'intégration de la dimension de genre, environ 25 % des documents politiques examinés comprenaient des mesures spécifiques tenant compte du genre. 25 % supplémentaires reconnaissaient la nécessité de lutter contre les inégalités entre les sexes, toutefois énumérer d'actions spécifiques pour relever ces défis. La moitié restante des documents politiques examinée ne tenait que peu ou pas compte de l'inclusion du genre.

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des politiques environnementales et climatiques identifiées qui comportent des mesures plus complètes en matière d'inclusion des genres à Madagascar.

Tableau 7 : Considérations relatives au genre dans les documents relatifs à la politique climatique et environnementale de Madagascar

Nom du document politique	Références spécifiques
Stratégie Nationale du Genre et Changement Climatiques,(2023), Madagascar	Promouvoir l'intégration des considérations liées au genre dans les politiques relatives au changement climatique. Renforcer la participation des femmes aux efforts de lutte contre le changement climatique.
Politique Nationale de la Lutte contre le Changement Climatique (2008, revised in 2021), Madagascar	Renforcer la participation de toutes les parties prenantes à tous les niveaux et promouvoir la coopération, y compris entre les sexes et les communautés vulnérables; Élaborer et mettre en œuvre un processus de planification inclusif.
Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (2021) Madagascar	Veiller à ce que les mesures d'adaptation tenant compte des questions de genre soient intégrées dans la planification des actions climatiques. Prendre en considération les besoins spécifiques des hommes et des femmes en matière d'infrastructures et de résilience face aux catastrophes.
Strategic Program for Climate Resilience, Madagascar	Améliorer la compréhension des risques climatiques et de leurs implications en matière d'égalité des sexes. Évaluation de la vulnérabilité spécifique au genre pour l'élaboration des politiques.
Plan de Contingence National Cyclones et Inondations, (2010), Madagascar	Prévenir et lutter contre la violence sexiste, y compris la violence sexuelle, la violence domestique et l'exploitation liée à l'aide humanitaire.
Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes (2023), Madagascar	Intégrer la dimension de genre dans les politiques de réduction des risques de catastrophe. Formation sur la gestion des catastrophes tenant compte de la dimension de genre.
Stratégie de Mise en Œuvre de la Transparence de l'Accord de Paris du Secteur Agriculture, Élevage et Pêche (2021), Madagascar	Introduit une approche genre-climat dans tous les processus d'information, d'éducation et de communication.

5.1. Recommandations pour améliorer la prise en compte des questions de genre

Renforcer l'intégration de la dimension de genre dans les politiques environnementales et climatiques : les politiques doivent intégrer de manière plus systématique les questions de genre dans les politiques environnementales et climatiques. La Stratégie nationale du genre et du changement climatique (2023) fournit une base pour intégrer les questions de genre dans les politiques et dispositions relatives au changement climatique . Le Plan national d'adaptation au changement climatique (2021) de Madagascar vise également à garantir la prise en compte des questions de genre dans ses mesures d'adaptation. Cependant, d'autres politiques clés, telles que la Politique nationale de l'environnement pour le développement durable (2015), la Politique forestière de Madagascar (2017), la Lettre de Politique Intersectorielle Agriculture, Elevage et Pêche (2015), la Lettre de Politique Bleue (2015) et la Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire (2006), ne tiennent actuellement compte que de manière limitée des questions de genre. Ces politiques devraient être élargies afin d'aborder la manière dont les femmes et les autres groupes vulnérables peuvent être inclus dans la gestion des ressources naturelles, la conservation de la biodiversité et les activités de restauration des écosystèmes.

Renforcer l'intégration de la dimension de genre dans les services climatiques : les services climatiques et les stratégies de réduction des risques de catastrophe devraient également intégrer des approches sensibles au genre. Par exemple, des dispositions exigeant des systèmes d'alerte précoce et des mesures de réduction des risques de catastrophe inclusifs du point de vue du genre pourraient être incluses dans la Politique nationale de lutte contre le changement climatique (2021), la Politique nationale de météorologie (2022) ou la loi n° 2015-031 relative à la Politique nationale de gestion des risques et des catastrophes.

Lien des opportunités économiques et les moyens de subsistance aux approches SfN

: les politiques pourraient être renforcées afin de promouvoir les opportunités d'emplois verts pour les femmes et les groupes vulnérables dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la conservation de la nature. Des politiques multisectorielles, telles que le Plan d'Emergence de Madagascar ou la Politique Générale de l'Etat, ont déjà inclus des mesures en faveur de l'inclusion des femmes. Cependant, ces politiques pourraient envisager des mesures supplémentaires pour accroître la participation des femmes aux activités agricoles, forestières ou écotouristiques durables. Au niveau infranational, des considérations similaires peuvent également être incluses dans le Plan régional de développement de la région Atsinanana (2020-2023). En outre, des stratégies sectorielles, telles que la Stratégie nationale REDD+ (2018) ou la Stratégie nationale sur la restauration des paysages forestiers et des infrastructures vertes à Madagascar, pourraient inclure des mesures visant à renforcer la participation des femmes à des activités économiques spécifiques grâce à la formation et au renforcement des capacités, au soutien aux entreprises dirigées par des femmes et à l'introduction de systèmes de paiement pour les écosystèmes qui offrent des incitations financières pour les pratiques de gestion durable des ressources naturelles.

6. Intégration des connaissances autochtones et locales dans les documents politiques

Environ un tiers des documents politiques examinés contiennent des dispositions concrètes visant à intégrer les connaissances autochtones et locales, de manière exhaustive ou partielle. Les autres documents ne font que mentionner brièvement les systèmes de savoirs locaux ou ne les mentionnent pas du tout.

Les politiques sectorielles font principalement référence aux savoirs locaux dans le contexte de l'adaptation au changement climatique, de l'agriculture durable, de la gestion des ressources naturelles et de la réduction des risques de catastrophe. Les approches promues comprennent la documentation des savoirs locaux, leur intégration aux connaissances scientifiques et, dans une moindre mesure, le renforcement des capacités et leur inclusion dans les structures de gouvernance formelles.

Tableau 8 : Exemples de considérations relatives aux savoirs locaux dans les documents relatifs à la politique environnementale et climatique de Madagascar

Nom du document politique	Références spécifiques
Stratégie nationale sur la restauration des paysages forestiers et des infrastructures vertes à Madagascar (2017)	Améliorer l'expertise locale afin de renforcer les capacités pour une gestion plus durable des grands territoires et des incendies (y compris les connaissances locales et traditionnelles)
Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes (2016)	Renforcer l'utilisation des connaissances, des innovations et de l'éducation afin d'instaurer une culture du risque, de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux, en soutenant la recherche, l'identification et la valorisation des connaissances autochtones, ainsi qu'en sensibilisant le public afin de promouvoir un changement de comportement.
Stratégie et Plans d'Actions Nationaux pour la Biodiversité (2015 – 2025)	D'ici 2025, des initiatives visant à protéger les connaissances, les innovations et les pratiques traditionnelles des communautés locales en matière de biodiversité seront mises en place. L'utilisation traditionnelle durable de la biodiversité et sa contribution à la conservation seront respectées, préservées et maintenues.
Stratégie Nationale du Genre et Changement Climatiques (2023)	Impliquer les femmes dans les systèmes d'alerte précoce et les mesures anticipatives, et promouvoir les connaissances traditionnelles sur les indicateurs de prévision climatique.
Plan Directeur de la Recherche sur l'Environnement et le Changement Climatique 2015-2019	Activité 4. Évaluer les pratiques autochtones d'adaptation et d'atténuation et les améliorer dans le cadre de systèmes d'adaptation innovants. Les communautés locales ont apporté leurs propres réponses au changement climatique dans les domaines économique et social. Les mesures d'adaptation autochtones dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la mer et des forêts feront également partie de cette démarche. Il convient de promouvoir la synergie entre les connaissances locales/autochtones et la recherche scientifique appliquée.

6.1. Recommandations pour l'intégration des savoirs locaux

Renforcer l'intégration des considérations relatives aux savoirs locaux dans la gouvernance environnementale et la gestion des ressources naturelles : certaines stratégies analysées comprennent des dispositions pour l'intégration des savoirs locaux, mais la plupart des politiques sectorielles et de haut niveau ne prévoient toujours pas d'approches fondées sur les savoirs locaux pour la gestion des ressources naturelles et la conservation des écosystèmes. La Politique nationale de l'environnement pour le développement durable (2015), la Politique nationale de lutte contre le changement climatique (2021), la Politique forestière de Madagascar (2017), la Lettre de Politique Intersectorielle Agriculture, Elevage et Pêche (2015) ou la Lettre de Politique Bleue (2015) pourraient renforcer l'intégration des savoirs locaux en incorporant des dispositions relatives à la gestion des forêts et de la faune sauvage, à l'agriculture durable, à la sécurité alimentaire, à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe. Pour ce faire, il conviendrait de documenter les pratiques savoirs locaux pertinentes, de les intégrer aux connaissances scientifiques et de mettre en place des mécanismes de gouvernance afin de soutenir leur reconnaissance officielle et leur application systématique.

Intégration des savoirs locaux dans les cadres réglementaires : La loi n° 2021-019 relative à la politique culturelle nationale fournit une base solide pour la conservation du



patrimoine culturel à Madagascar et inclut la préservation des modèles écologiques traditionnels et des techniques de conservation. Les principales législations environnementales, telles que la loi n° 2015-003 portant Charte de l'Environnement Malagasy actualisée, la loi n° 2020-003 sur l'Agriculture biologique à Madagascar ou la loi n° 2014-042 : Remise en état, la gestion, l'entretien, la préservation et la police des réseaux hydro-agricoles, pourraient intégrer des exigences juridiquement contraignantes pour l'intégration des savoirs locaux dans les stratégies de conservation de la biodiversité et de gestion durable des terres.

Aller au-delà de la documentation pour passer à la mise en œuvre pratique : les politiques devraient envisager des mesures visant à appliquer des approches fondées sur les savoirs locaux dans les stratégies de conservation de la biodiversité, d'adaptation au changement climatique et de gestion des ressources naturelles. Par exemple, les politiques peuvent promouvoir des plateformes de partage des connaissances afin de garantir l'adoption d'approches fondées sur les savoirs locaux, ainsi que des projets SfN menés par les communautés qui intègrent les savoirs locaux et introduisent des mécanismes formels pour l'intégration des savoirs locaux.